



LA FEDERATION COMMUNIQUE

EAU ET PÉNURIE

LES INTÉRÊTS PRIVÉS EN CAUSE

Les phénomènes de sécheresse prennent une ampleur considérable et se multiplient avec les dérèglements climatiques, entraînant pénurie et restriction d'eau. La question de l'accès à l'eau est au cœur des préoccupations. Loin d'être une fatalité ou naturelle, cette situation dégradée est le résultat d'une gestion capitaliste au profit d'intérêts privés. Les gouvernements successifs à la botte du patronat ont une lourde responsabilité. Dans le mode de production capitaliste, l'eau est livrée à la rentabilité financière immédiate, pillée au travers de nombre de ses utilisations.

- Le manque d'investissements financiers et humains des majors de la distribution d'eau potable (Veolia, Suez) pour l'entretien du réseau se traduit par des fuites représentant jusqu'à 30 %.
- Les groupes agroalimentaires sont de grands consommateurs d'eau pour le nettoyage des outils de production. Certes indispensable pour garantir l'hygiène lorsque l'on traite du vivant, mais pas le gaspillage. Le recyclage de cette eau pour sa réutilisation nécessiterait des investissements qu'ils refusent par économie.
- Les groupes minéraliers, de Nestlé à Danone en passant par Alma pompent quasi gratuitement l'eau minérale et l'eau de source, pourtant biens publics par excellence. Les redevances payées aux communes représentent un coût extrêmement faible.
- Le mode de production intensif de l'agriculture, répondant aux intérêts de l'agrobusiness, entraîne un autre gaspillage pour des cultures irriguées parce qu'inadaptées au sol et au climat, l'épuisement des nappes phréatiques et leur pollution par les pesticides.

L'eau est une ressource naturelle indispensable pour vivre, pour boire comme pour manger. Si, pour l'agriculture et l'alimentation, tout le monde reconnaît son caractère vital, il est d'autant plus important d'en assurer une gestion durable et efficace. Par conséquent, celle-ci concerne toute la société et tous les citoyens, à un titre ou un autre. La nation doit prendre la main.

On ne peut pas concevoir une autre gestion de l'eau et répondre aux enjeux posés par le réchauffement climatique si, dans le même temps, ne s'engage pas une rupture profonde du type de développement économique. Le carcan capitaliste fuit de toutes parts. Tenter d'y répondre ne peut se concevoir que par une politique cohérente et planifiée des productions en fonction des besoins populaires et des nécessités agricoles, industrielles et environnementales.

La constitution d'un grand service public de l'eau, par la réappropriation de sa gestion directe par la collectivité, est devenue un objectif incontournable si l'on veut tourner le dos aux critères de gestion dominants. Des alternatives démocratiques et populaires lui taillent déjà la route.

Montreuil,
Le 24 mai 2023